



Constitution du Canton du Valais

du 8 mars 1907

Etat au 1^{er} décembre 1995

PA
36.229



Constitution
du
Canton du Valais
du 8 mars 1907

Bibl. cant. VS Kantonsbibl.



1010208796

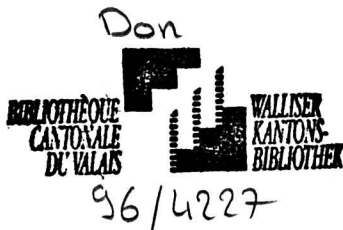
Etat au 1^{er} décembre 1995

11/10/92

PA 36-229

Table des matières

	Page
Abréviations et signes	2
Aperçu historique	3
Révisions partielles	6
Texte de la Constitution cantonale	11
Index des matières	29



Abréviations et signes

- ①, ②, etc. Les chiffres encadrés ○ et insérés dans le texte de la Constitution cantonale (Cst/VS) signifient: modifié, introduit ou abrogé par la révision partielle mentionnée sous ce chiffre aux pages suivantes (3 et 4).
- Ass. féd. Assemblée fédérale.
- BO Bulletin officiel du canton du Valais.
- Cst Constitution fédérale du 29 mai 1874.
- Cst/cant. Constitution du canton du Valais du 8 mars 1907.
- FF Feuille fédérale.
- RO Recueil officiel des lois fédérales (depuis 1874).
- RO/VS Recueil officiel des lois, décrets et arrêtés du canton du Valais (depuis 1815).
- RS Recueil systématique du droit fédéral.
- RS/VS Recueil systématique des lois de la république et du canton du Valais (depuis 1954).
Les chiffres romains désignent le volume, N° 1, N° 2, etc., le numéro d'ordre de l'acte législatif en question.
- T. I, II, etc. Tome du RO/VS. Les chiffres romains désignent le volume et les chiffres arabes les pages.

Aperçu historique

Le recueil des lois du Valais s'ouvre par la Constitution du 30 août 1802. Celle-ci avait été précédée, en 1798, d'une constitution calquée sur le modèle imposé par la France du Directoire. Le peuple était exclu de la vie publique et n'exerçait ses droits que par l'intermédiaire de ses représentants. Cette Constitution n'eut d'ailleurs qu'une durée éphémère, le Valais ayant été, la même année déjà, réuni à la République helvétique.

La Constitution de 1802, elle-même imposée par les trois républiques helvétique, française et cisalpine, ne fut pas soumise à la ratification du peuple valaisan. Elle faisait du Valais un Etat libre et indépendant, sous la protection des trois républiques voisines et assurait à la France le libre usage de la route de Saint-Gingolph au Simplon. Le pays était divisé en douze dixains ou districts. Le pouvoir législatif était exercé par une Diète composée des députés des dixains, nommés au second degré par le conseil du dixain, sur la base d'un député pour 2000 âmes. Ne pouvaient être nommés que les citoyens ayant revêtu des charges publiques, le grade d'officier ou les fonctions de notaire. Le pouvoir exécutif était confié à un Conseil d'Etat de trois membres nommés par la Diète; le président portait le titre de Grand Baillif. Cette Constitution sacrifiait le référendum pratiqué de temps immémorial en Valais sous la forme d'un droit qu'avait chaque dixain d'accepter ou de rejeter les décisions de la Diète. L'évêque avait siège à la Diète. Pas trace du droit d'initiative. En 1810, Napoléon incorpore le Valais à l'Empire français.

La Constitution de 1815, qui ouvre l'ère nouvelle de la république du Valais réunie comme canton à la Confédération suisse, rétablit le référendum d'autrefois. Les lois, pour être exécutoires, devaient être sanctionnées par la majorité des conseils des dixains et, s'il s'agissait de lois financières, de capitulations militaires et de naturalisation, ces objets devaient encore être déferés aux conseils des communes. Le Grand Baillif présidait à la fois la Diète et le Conseil d'Etat. Les conseils de dixain nommaient les députés à la Diète à raison de quatre par dixain.

Cette dernière disposition provoqua un mouvement d'opposition qui, après de longs démêlés, aboutit aux deux Constitutions successives du 30 janvier et du 3 août 1839. Celles-ci consacraient le principe de l'élection des députés au second degré, sur la base du chiffre de la population. Le Grand Conseil remplaça la Diète; le titre de Grand Baillif fut aboli, chacun des grands corps de l'Etat eut son président. Le référendum était maintenu. Toute révision constitutionnelle devait être soumise à la sanction populaire. Les troubles politiques de l'époque amenèrent bientôt une nouvelle révision constitutionnelle qui porta la date du 14 septembre 1844. Pas d'innovation marquante. Référendum obligatoire; la Constitution ne pouvait être révisée qu'en cas de vote affirmatif de la totalité des membres du Grand Conseil.

Cette Constitution, comme les précédentes, n'eut pas une longue existence. Elle fut remplacée, à la suite des événements de 1847, par celle du 18 janvier 1848. Cette dernière contenait les innovations suivantes: nomination du Grand Conseil directement par les assemblées primaires; droit d'initiative conféré au peuple pour la révision de la Constitution. En revanche suppression du référendum; diminution notable de l'importance des conseils de dixain ou de district, qui avaient joué jusqu'alors un rôle considérable; suppression de la représentation du clergé au sein du Grand Conseil; incompatibilité ecclésiastique non seulement avec les fonctions civiles, mais aussi avec l'exercice des droits politiques.

Cette Constitution fit place à celle du 23 décembre 1852 qui rétablit le référendum obligatoire pour toute élévation du taux de l'impôt, prévoyait un concordat pour régler les rapports entre l'Eglise et l'Etat, réduisait à cinq le nombre des membres du Conseil d'Etat qui, en 1848, avait été porté à sept, et consacrait enfin le principe de la représentation des minorités par la possibilité de former, pour l'élection des députés, des cercles à côté des districts.

La révision de la Constitution fédérale en 1874 eut pour corollaire une révision de la Constitution, adoptée par le Grand Conseil le 26 novembre 1875. Préoccupé d'établir le crédit du pays sur des bases plus solides, le constituant rendit obligatoire l'amortissement de la dette publique, qui devait être opéré par annuités régulières et auquel devait spécialement être affecté le demi pour mille de l'impôt cantonal; le taux de celui-ci ne pouvait être augmenté que par une décision du peuple; enfin toute dépense extraordinaire de 60 000 francs devait être soumise à la sanction populaire. Le droit de révision n'était pas changé. Pas de référendum législatif.

Cette charte resta inchangée jusqu'en 1907. En 1903, une initiative partie du Haut-Valais demanda la révision de la Constitution dans le sens de l'extension des droits populaires. Ce mouvement aboutit à l'adoption de la Constitution du 8 mars 1907. Celle-ci contient des dispositions nouvelles au point de vue économique et social, en assurant la protection de l'Etat aux œuvres d'intérêt général: agriculture, industrie, enseignement professionnel, établissement hospitalier, etc. Elle introduisait le référendum obligatoire pour toutes les lois et pour les décrets d'une portée générale et l'initiative législative à côté de l'initiative constitutionnelle.

* * *

Cette Constitution a été l'objet de plusieurs révisions partielles:

Le 23 juin 1912, le peuple accepte un article suivant lequel les députés au Grand Conseil sont nommés à raison d'un député par 1100 âmes de la population suisse, au lieu d'un député par 1000 âmes de la population totale. En 1952, une nouvelle révision portant sur le même objet consacre le principe du nombre fixe et l'arrête à 130. Il ne sera désormais plus nécessaire de fixer un nouveau quotient électoral à la suite de chaque augmentation nouvelle de la population.

Le 25 janvier 1920 est votée une révision substituant le système proportionnel au système majoritaire pour l'élection des députés au Grand Conseil.

Le 26 décembre 1920, une nouvelle révision introduit des modifications d'ordre financier et d'ordre politique. Elle consacre, en matière fiscale, le principe de la progression et de l'exemption d'un minimum d'existence; le taux de l'impôt est déterminé par la loi. L'élection des membres du Conseil d'Etat et des députés au Conseil des Etats, jusque-là du ressort du Grand Conseil, a lieu par le peuple: l'incompatibilité entre les fonctions ecclésiastiques et les fonctions civiles est supprimée.

Le 14 septembre 1969, révision du mode d'élection sur les plans communal et bourgeoisial. Le principe de l'élection selon le système proportionnel qui constituait jusqu'alors l'exception devient la règle. Inversement, le vote selon le système majoritaire ne pourra désormais être introduit dans une commune que s'il est demandé par le cinquième au moins des électeurs et décidé à la majorité des quatre cinquièmes de l'assemblée primaire ou bourgeoisiale.

Le 12 avril 1970, les électeurs approuvent par 26263 oui contre 9895 non un projet de révision conférant les droits politiques aux femmes en matière

cantonale et communale. En conséquence, le chiffre des signatures nécessaires pour l'initiative législative et constitutionnelle fut porté par votation du 24 septembre 1972 de 4000 à 8000, respectivement de 6000 à 12 000.

Une révision partielle importante fut consacrée aux dispositions sur le régime communal. Ainsi l'autonomie communale a été reconnue expressément dans la Constitution, l'introduction du droit d'initiative a été rendu possible au niveau communal et à côté des communes municipales et bourgeoises, la commune ecclésiastique a été prévue. Les dispositions admises par le peuple le 28 septembre 1975 ont été mises en vigueur avec la loi du 13 novembre 1980 sur le régime communal.

L'article 21 de la Constitution cantonale, modifié le 26 septembre 1976, a remplacé la responsabilité subsidiaire de l'Etat par la responsabilité primaire des collectivités publiques pour les actes de leurs agents. Ce système est en force depuis le 1er janvier 1977, la loi d'application entrant, elle, en vigueur le 1er janvier 1979.

Le peuple valaisan a, le 9 juin 1985, attribué aux deux demi-districts de Rarogne leurs propres organes et compétences. Cela signifie concrètement que depuis 1987, les anciens demi-districts de Rarogne oriental et de Rarogne occidental sont élevés au même rang que les douze autres districts du canton, qu'ils forment deux arrondissements électoraux distincts et que chacun des deux demi-districts a son propre préfet et sous-préfet. Cette modification de l'article 84 Cst. cant. règle également le mode de répartition des sièges des députés cantonaux entre les districts et demi-districts.

Le 16 août 1991 entrant en vigueur l'article 88 qui abaisse le droit de vote et d'éligibilité de 20 à 18 ans, texte que le peuple accepta le 2 juin 1991 alors qu'il avait refusé cette proposition en 1982; le droit fédéral a introduit la même règle le 3 mars 1991.

Les rapports entre l'Eglise et l'Etat ont fait l'objet de deux votations populaires en 1974 et en 1990: le nouveau régime qui a trait à la liberté religieuse, à l'indépendance des Eglises, au statut de droit public de celles-ci et à leur financement est entré en vigueur avec la loi de mise en œuvre en août 1993.

Après un refus en 1986, le 24 octobre 1993, le peuple a franchi une étape décisive dans la révision de son ordre constitutionnel. Il a en effet accepté le passage du référendum législatif et financier obligatoire au référendum facultatif, proposition qu'il avait rejetée en 1953 et en 1973. Cette revitalisation des droits populaires s'est accompagnée d'une réduction du nombre de signatures pour l'initiative (4000-6000), d'un élargissement du référendum financier. La révision a aussi mis à jour les compétences respectives du Conseil d'Etat et du Grand Conseil et donné la nomenclature des actes juridiques valaisans. Mise en vigueur au 1er juin 1994, cette révision sera complétée par l'adoption d'une loi sur les rapports entre les conseils et la révision de la loi sur les élections et votations.

Toutes les dispositions sur les incompatibilités ont été réunies en un seul article 90 que le peuple a accepté le 24 octobre 1993 et qui sera mis en vigueur dès l'adoption de la loi qui doit régler l'ensemble de cette matière.

* * *

En janvier 1996 sera soumise au peuple une modification de la Constitution cantonale visant à instaurer le système de l'élection tacite du Conseil d'Etat et du Conseil des Etats.

Sont d'ores et déjà annoncées des révisions qui examineront le régime du district, les principes généraux et les libertés individuelles dont la protection de la famille.

La Chancellerie d'Etat

Révisions partielles

① 23 juin 1912

Art. 84, al. 1 + 2
(Elections du Grand Conseil: Augmentation du nombre de représentation à 1100).
Sans objet par ⑤.

② 25 janvier 1920

Art. 84
(Elections du Grand Conseil: Introduction de la représentation proportionnelle).
Sans objet par ⑤

③ 26 décembre 1920

Art. 24.
(Imposition: Introduction de nouveaux principes concernant la progression, le minimum d'existence, le taux d'impôt).
Art. 30 ch. 3, litt. c, 4 et 5
(Droits populaires: Décisions entraînant une dépense extraordinaire de 200 000 francs et plus sont soumises à la votation du peuple).
Suppression du chiffre 5 concernant l'augmentation du taux d'impôt (1,5%).
Art. 43 (Abolition de l'élection du Conseil d'Etat par le Grand Conseil).
Art. 44 (Abrogation des chiffres 8 et 9 concernant les droits d'élection du Grand Conseil).
Art. 52 (Introduction de l'élection du Conseil d'Etat par le peuple).
Art. 85 bis (Introduction de l'élection des députés au Conseil des Etats par le peuple).
Art. 90 Abrogé (incompatibilité entre fonctions civiles et fonctions ecclésiastiques).
Accepté en votation populaire du 26 décembre 1920.
BO 1921 10; T. XXVI 119.
En vigueur depuis le 7 janvier 1921.
BO 1921: supplément N° 1 du BO 1921.
Garanti par Ass. féd. le 17 février 1921.
FF 1921 I 143; RO 37 142.

④ 11 mars 1934

Art. 85 bis.
(Nomination des députés au Conseil des Etats lors des élections pour le renouvellement ordinaire du Conseil national).
Accepté en votation populaire du 11 mars 1934.
BO 1934 I 454.
En vigueur depuis le 6 juillet 1934.
T. XXXIV 76/77; BO 1934 II 1088.
Garanti par Ass. féd. le 22 juin 1934.
FF 1934 I 1977; RO 50 508.

- ⑤ 21 décembre 1952 Art. 84.
(*Elections du Grand Conseil: Introduction du nombre fixe des députés*).
Accepté en votation populaire du 21 décembre 1952.
BO 1952 II 2106; BO 1953 I 38.
En vigueur depuis le 23 janvier 1953.
T. XLVI 242, XLVII 23; BO 1953 I 193.
Garanti par Ass. féd. le 17 juin 1970.
FF 1970 I 1234; 1970 II 50.
- ⑥ 14 septembre 1969 Art. 87.
(*Introduction sous réserve de la représentation proportionnelle pour les élections municipales et bourgeoises*).
Accepté en votation populaire du 14 septembre 1969.
BO 1969 646 et 817.
En vigueur depuis le 28 octobre 1970.
BO 1970 917; T. LXIII 60 + LXIV 139.
Garanti par Ass. féd. le 17 juin 1970.
FF 1970 I 1234; 1970 II 50.
- ⑦ 12 avril 1970 Art. 88.
Art. 91.
(*Introduction du suffrage féminin*).
Accepté en votation populaire du 12 avril 1970.
BO 1970 161 et 301.
En vigueur depuis le 1^{er} novembre 1970.
BO 1970 885; T. LXVI 15 et 138.
Garanti par Ass. féd. le 17 juin 1970.
FF 1970 I 1234; 1970 II 50.
- ⑧ 24 septembre 1972 Art. 31 et 101.
(*Initiative législative et constitutionnelle*).
BO 1972 812. T. LXVII/73, 46.
Sans objet par ⑩.
- ⑨ 23 septembre 1973 Art. 30, ch. 4.
(*Référendum financier*).
BO 1973 685. T. LXVII/73, 72.
Sans objet par ⑩.
- ⑩ 17 mars 1974 Art. 2.
(*Liberté de conscience et d'exercice du culte*)
BO 1974 78.
Accepté en votation populaire du 17 mars 1974. BO 1974 197.
Garanti par Ass. féd. le 12 décembre 1974.
FF 1974 1508.
En vigueur selon ⑮.

- ⑪ 28 septembre 1975 Art. 69 à 83 et 89.
(*Régime communal*)
BO 1975 602.
Accepté en votation populaire du 28 septembre 1975.
BO 1975 765.
En vigueur depuis le 1^{er} février 1981.
T. LXXV 281.
Garanti par Ass. féd. le 24 juin 1976.
FF 1976 II 565 et 1025.
- ⑫ 26 septembre 1976 Art. 21.
(*Responsabilité des collectivités publiques et de leurs agents*).
T. LXX 51.
Accepté en votation populaire du 26 septembre 1976.
T. LXX 51.
En vigueur depuis le 1^{er} janvier 1977.
T. LXX 52 (LXX 106).
Garanti par Ass. féd. le 23 juin 1977.
FF 1977 II 1004.
- ⑬ 9 juin 1985 Art. 84.
(*Division du district de Rarogne en deux demi-districts et répartition des sièges au Grand Conseil entre les districts et demi-districts*).
T. LXXIX, 1.
Accepté en votation populaire du 9 juin 1985.
En vigueur le 1^{er} janvier 1987.
BO 1986, 757.
Garanti par Ass. féd. les 10 et 21 mars 1986.
FF 1986 I 8.
- ⑭ 2 juin 1991 Art. 88
(*Abaissement de la majorité civique*).
T. LXXXV, page 1.
Accepté en votation populaire du 2 juin 1991.
En vigueur le 16 août 1991.
BO 1991, page 1249.
Garanti par Ass. féd. le 3 octobre 1991.
FF, 1991, IV 196.
- ⑮ 10 juin 1990 Art. 2, 76, 83 et 89.
(*Relations Eglise et Etat*)
T. LXXXVII, page 1.
Accepté en votation populaire le 10 juin 1990.
En vigueur le 1^{er} août 1993.
T. LXXXVII, page 102.
Garanti par Ass. féd. le 3 octobre 1991.
FF 1991 IV 194.

⑮ 24 octobre 1993

Art. 30 à 35, 37 à 51, 53 à 59, 100 à 102, 104, 108 et 109.

(Droits populaires; pouvoir législatif, exécutif et administratif).

T. LXXXVIII, page 1.

Accepté en votation populaire le 24 octobre 1993.

En vigueur le 1^{er} juin 1994.

T. LXXXVIII, page 81.

Garanti par Ass. féd. le 12 juin 1995

FF 1995 III 560.

⑰ 24 octobre 1993

Art. 90.

(Incompatibilités).

¹La loi règle les incompatibilités.

²Elle veille notamment à éviter que:

1. le même citoyen occupe simultanément des fonctions qui relèvent de plusieurs pouvoirs publics;
2. la même personne appartienne à deux organes dont l'un est subordonné à l'autre.
3. les membres de la même famille siègent dans la même autorité;
4. le citoyen investi d'une fonction publique exerce d'autres activités qui porteraient préjudice à l'accomplissement de sa fonction.

³Sauf exception prévue par la loi, les incompatibilités sont applicables aux suppléants et aux substitués.

⁴La loi peut prévoir d'autres exceptions, notamment pour le régime communal.

⁵Un seul membre du Conseil d'Etat peut siéger aux Chambres fédérales.

Non encore en vigueur

Garanti par Ass. féd. le 12 juin 1995.

FF 1995 III 560.

Constitution du canton du Valais

du 8 mars 1907¹

Au nom de Dieu tout-puissant!

Titre premier: Principes généraux

Article premier

¹Le Valais est une république démocratique, souveraine dans les limites de la Constitution fédérale² et incorporée comme canton à la Confédération suisse.

²La souveraineté réside dans le peuple. Elle est exercée, directement par les électeurs et indirectement par les autorités constituées.

Art. 2 ¹⁰ ¹⁵

¹La liberté de conscience, de croyance et de libre exercice du culte sont garantis.

²Les communautés religieuses définissent leur doctrine et aménagent leur culte en toute indépendance. Elles s'organisent et s'administrent d'une manière autonome, dans les limites du droit public.

³Le statut de personne juridique de droit public est reconnu à l'Eglise catholique romaine et à l'Eglise réformée évangélique. Les autres confessions sont soumises aux règles du droit privé; la loi peut leur conférer un statut de droit public pour tenir compte de leur importance sur le plan cantonal.

⁴Pour autant que les paroisses de l'Eglise catholique romaine et celles de l'Eglise réformée évangélique ne peuvent, par leurs moyens propres, subvenir aux frais de culte des Eglises locales, ceux-ci sont, sous réserve des libertés de conscience et de croyance, mis à la charge des communes municipales. Le canton peut allouer des subventions aux Eglises reconnues de droit public.

⁵La loi règle l'application des présentes dispositions.

Art. 3¹

¹Tous les citoyens sont égaux devant la loi.

²Il n'y a, en Valais, aucun privilège de lieu, de naissance, de personnes ou de familles.

Art. 4

¹La liberté individuelle et l'inviolabilité du domicile sont garanties.

²Nul ne peut être poursuivi ou arrêté et aucune visite domiciliaire ne peut être faite si ce n'est dans les cas prévus par la loi et avec les formes qu'elle prescrit.

³L'Etat est tenu d'indemniser équitablement toute personne victime d'une erreur judiciaire ou d'une arrestation illégale. La loi règle l'application de ce principe.

Art. 5

Nul ne peut être distrait de son juge naturel.

¹ Acceptée en votation populaire du 12 mai 1907 (RO/VS, T. XXII 215, 248 et RS/VS N° 1). Garantie par l'Ass. féd. le 30 mars 1908 sous la réserve que l'article 2, alinéa 1, ne peut être interprété et appliqué que dans le sens des articles 49, 50 et 53 cst. (RO 24 565 FF 1907 VI 1; RS 101).

² RS 101.

³ Annotation «Dans la Constitution, toute désignation de personne, de statut ou de fonction vise indifféremment l'homme ou la femme.» ¹⁰

Art. 6

¹La propriété est inviolable.

²Il ne peut être dérogé à ce principe que pour cause d'utilité publique, moyennant une juste indemnité et dans les formes prévues par la loi.

³La loi peut cependant, pour cause d'utilité publique, déterminer des cas d'expropriation, sans indemnité, des terrains bourgeoisiaux et communaux.

Art. 7

Aucun bien-fonds ne peut être grevé d'une redevance perpétuelle irrachetable.

Art. 8

La liberté de manifester son opinion verbalement ou par écrit, ainsi que la liberté de la presse, sont garanties. La loi en réprime les abus.

Art. 9

Le droit de pétition est garanti. La loi en règle l'exercice.

Art. 10

¹Le droit de libre établissement, d'association et de réunion, le libre exercice des professions libérales, la liberté du commerce et de l'industrie sont garantis.

²L'exercice de ces droits est réglé par la loi.

Art. 11

¹Tout citoyen est tenu au service militaire.

²L'application de ce principe est réglée par la législation fédérale et cantonale.

Art. 12

¹La langue française et la langue allemande sont déclarées nationales.

²L'égalité de traitement entre les deux langues doit être observée dans la législation et dans l'administration.

Art. 13

¹L'instruction publique et l'instruction primaire privée sont placées sous la direction et la haute surveillance de l'Etat.

²L'enseignement primaire est obligatoire; elle est gratuite dans les écoles publiques.

³La liberté d'enseignement est garantie, sous réserve des dispositions légales concernant l'école primaire.

Art. 14

L'Etat édicte des prescriptions concernant la protection ouvrière et assurant la liberté du personnel.

Art. 15

L'Etat encourage et subventionne dans la mesure de ses ressources financières:

- 1° l'agriculture, l'industrie, le commerce et en général toutes les branches de l'économie publique, intéressant le canton;
- 2° l'enseignement professionnel concernant le commerce, l'industrie, l'agriculture et les arts et métiers;
- 3° l'élevage du bétail, l'industrie laitière, la viticulture, l'arboriculture, l'économie alpestre, l'amélioration du sol, la sylviculture et les syndicats agricoles et professionnels.

Art. 16

¹L'Etat organise et subventionne l'assurance du bétail.

²Il peut créer d'autres assurances et spécialement l'assurance obligatoire mobilière et immobilière contre l'incendie.

Art. 17

¹L'Etat favorise le développement du réseau des routes et des autres moyens de communication.

²Il contribue par des subsides au diguement du Rhône, ainsi qu'au diguement et à la correction des rivières et des torrents.

Art. 18

L'Etat fonde ou soutient par des subsides les établissements d'éducation pour l'enfance malheureuse et d'autres institutions de bienfaisance.

Art. 19

¹L'Etat doit favoriser et subventionner l'établissement d'hôpitaux, de cliniques et d'infirmières de district ou d'arrondissement.

²Il peut aussi créer un établissement similaire cantonal.

Art. 20

La participation financière de l'Etat dans les cas prévus aux articles 15, 16, 17, 18 et 19 est réglée par des lois spéciales.

Art. 21 ®

¹L'Etat, les communes et les associations de communes dotées de la personnalité juridique de droit public répondent à l'égard des tiers des actes de leurs agents.

²L'agent répond à l'égard de la collectivité publique au service de laquelle il se trouve du dommage direct ou indirect qu'il lui cause dans l'exercice de ses fonctions, en raison d'une faute intentionnelle ou d'une négligence grave.

³La loi règle l'application de ces principes.

Art. 22

Le fonctionnaire ou l'employé public ne peut être destitué ou révoqué qu'après avoir été entendu ou appelé et sur décision motivée de l'autorité qui l'a nommé.

Art. 23

Les dépenses de l'Etat sont couvertes:

- a) par les revenus de la fortune publique;
- b) par le produit des régales;
- c) par les droits du fisc et les revenus divers;
- d) par les indemnités, subventions et répartitions fédérales;
- e) par les impôts.

Art. 24 ③

Les impôts de l'Etat et des communes sont fixés par la loi, celle-ci consacrer le principe de la progression et l'exemption d'un certain minimum d'existence.

Art. 25

L'amortissement de la dette publique est déclarée obligatoire et doit être opéré par annuités régulières.

Titre II: Division du canton

Art. 26

¹Le canton est divisé en districts.

²Les districts sont composés de communes.

³Le Grand Conseil peut, les intéressés entendus, modifier par une loi le nombre et les circonscriptions des districts et par un décret ceux des communes.

⁴Il en désigne également les chefs-lieux.

Art. 27

¹Sion est le chef-lieu du canton et le siège du Grand Conseil, du Conseil d'Etat et du Tribunal cantonal.

²Ces corps peuvent toutefois siéger ailleurs si des circonstances graves l'exigent.

³Le décret du 1^{er} décembre 1882 détermine les prestations du chef-lieu.

⁴Lors de la création d'établissements cantonaux, on doit tenir compte des diverses parties du canton.

⁵La commune qui devient le siège d'un établissement cantonal peut être tenue à des prestations.

Titre III: Etat politique des citoyens

Art. 28

¹Sont Valaisans;

1^o les bourgeois, par droit de naissance, d'une commune du canton;

2^o ceux à qui la naturalisation a été confiée par la loi ou par le Grand Conseil.

³Lorsque la naturalisation est confiée par le Grand Conseil, le postulant doit, pour que sa demande puisse être prise en considération, produire une déclaration constatant qu'un droit de bourgeoisie lui est assuré dans une commune du canton et remplir les autres conditions fixées par la loi sur la naturalisation.

⁴Nul étranger au canton ne peut acquérir le droit de bourgeoisie dans une commune sans avoir été préalablement naturalisé par le Grand Conseil.

⁵La législation fédérale prévue à l'article 44 de la Constitution fédérale¹ reste réservée.

Art. 29

Tout citoyen du canton peut acquérir le droit de bourgeoisie dans d'autres communes, aux conditions fixées par la loi.

Titre IV: Exercice des droits populaires

Art. 30 [®]

¹Outre leurs compétences en matière d'élections, de votations et de référendum obligatoire en matière constitutionnelle, les citoyens jouissent des droits d'initiative et de référendum facultatif.

²La loi règle l'exercice de ces droits ainsi que les procédures de consultation et d'information des citoyens.

Chapitre I: Droit de référendum

Art. 31 ¹⁶

¹Trois mille citoyens actifs peuvent demander dans les nonante jours qui suivent la publication officielle que soient soumis au vote du peuple:

- 1° les lois et les décrets;
- 2° les concordats, traités et conventions renfermant des règles de droit;
- 3° les décisions du Grand Conseil entraînant une dépense extraordinaire unique supérieure à 0,75 % ou périodique supérieure à 0,25 % de la dépense totale du compte de fonctionnement et du compte des investissements du dernier exercice.

²Le référendum peut aussi être demandé par la majorité du Grand Conseil.

³Ne sont pas soumises au vote du peuple:

- 1° les lois d'application (art. 42 al. 2);
- 2° les dépenses ordinaires et les autres décisions.

⁴Le Grand Conseil constate la nullité des demandes de référendum qui ne réunissent pas les conditions posées par la Constitution et par la loi.

Art. 32 ¹⁶

¹Les lois, traités, concordats, conventions ou décisions soumis au référendum ne peuvent être mis en vigueur avant l'expiration du délai de référendum, ni, le cas échéant, avant le vote du peuple.

²Les décrets sont mis en vigueur immédiatement. Ils sont soumis au vote du peuple dans l'année qui suit, si 3000 citoyens actifs ou la majorité du Grand Conseil le demandent. S'ils n'ont pas été ratifiés, ils perdent leur validité et ne peuvent être renouvelés.

Chapitre II: Droit d'initiative

Art. 33 ¹⁶

¹Quatre mille citoyens actifs peuvent demander l'élaboration, l'adoption, la modification ou l'abrogation d'une loi, d'un décret ou de toute décision susceptible de référendum, à l'exception des lois, décrets et décisions votés par le peuple depuis moins de quatre ans, des décisions déjà exécutées et des décrets dont la validité est inférieure à un an.

²Sauf dans les cas prévus aux articles 34 alinéa 2 et 35 alinéa 1, toute initiative populaire doit être soumise au vote du peuple dans les trois ans qui suivent son dépôt. Ce délai peut être prolongé d'un an au plus par une décision du Grand Conseil.

³Le Grand Conseil constate la nullité de l'initiative qui:

- 1° ne respecte pas le droit fédéral ou la Constitution cantonale;
- 2° vise plus d'une matière;
- 3° ne respecte pas l'unité de la forme;
- 4° est irréalisable;
- 5° n'entre pas dans le domaine d'un acte pouvant faire l'objet d'une initiative.

⁴Lorsqu'une demande d'initiative doit entraîner de nouvelles dépenses ou la suppression de recettes existantes mettant en péril l'équilibre financier, le Grand Conseil doit compléter l'initiative en proposant de nouvelles ressources, la réduction de tâches incombant à l'Etat ou d'autres mesures d'économie.

Art. 34 ¹⁶

¹L'initiative peut être rédigée de toutes pièces, sauf si elle vise une décision.

² Si le Grand Conseil y adhère, le vote n'a lieu qu'à la demande de 3000 citoyens actifs ou de la majorité du Grand Conseil.

³ Si le Grand Conseil n'y adhère pas, il doit soumettre l'initiative telle quelle au vote du peuple, mais il peut en recommander le rejet ou également lui opposer un contre-projet.

⁴ Lorsque le Grand Conseil adopte un contre-projet, les citoyens sont invités à répondre, sur le même bulletin de vote, aux trois questions suivantes:

- a) Acceptez-vous l'initiative populaire?
- b) Acceptez-vous le contre-projet?
- c) Au cas où les deux textes obtiennent la majorité absolue des électeurs ayant voté valablement, est-ce l'initiative ou le contre-projet qui doit entrer en vigueur?

Art. 35 [®]

¹ L'initiative conçue en termes généraux est réalisée par le Grand Conseil, qui décide si les dispositions qu'il adopte ou modifie figureront dans la Constitution ou dans un acte législatif ou administratif; lorsque l'initiative est réalisée dans un acte législatif ou administratif, elle n'est soumise au vote que si 3000 citoyens actifs ou la majorité du Grand Conseil le demandent.

² Lorsque le Grand Conseil n'approuve pas l'initiative, il la soumet telle quelle au vote du peuple, avec son préavis.

³ Si le peuple la rejette, elle est classée.

⁴ Si le peuple l'accepte, le Grand Conseil est tenu d'y donner suite sans retard.

⁵ En rédigeant les règles demandées par l'initiative non formulée, le Grand Conseil respecte les intentions de ses auteurs.

Titre V: Pouvoirs publics

Art. 36

Les pouvoirs publics sont:
le pouvoir législatif;
le pouvoir exécutif et administratif;
le pouvoir judiciaire.

Chapitre I: Pouvoir législatif

A. Attributions

Art. 37 [®]

¹ Le Grand Conseil exerce le pouvoir législatif, sous réserve des droits du peuple.

² Il jouit de toute autre compétence qui lui est attribuée par la Constitution ou la loi.

Art. 38 [®]

¹ Le Grand Conseil élabore les dispositions constitutionnelles, les lois et les décrets, les articles 31 à 35 et 100 à 106 étant réservés.

² Il approuve les traités, les concordats et les conventions, sous réserve des compétences du peuple et du Conseil d'Etat.

³ Il exerce les droits réservés aux cantons par les articles 86, 89, 89bis et 93 de la Constitution fédérale et répond aux consultations de la Confédération en matière d'installations atomiques.

Art. 39 ¹⁶

¹Le Grand Conseil statue sur la validité des élections de ses membres.

²Il élit le Tribunal cantonal, son président et son vice-président, ainsi que le ministère public.

Art. 40 ¹⁶

¹Le Grand Conseil exerce la haute surveillance sur la gestion du Conseil d'Etat, des corporations et établissements autonomes de droit public, des autorités judiciaires, ainsi que sur les représentants de l'Etat dans les sociétés où le canton a une participation prépondérante. Il examine la gestion et délibère sur son approbation.

²Il peut en tout temps demander compte au pouvoir exécutif d'un acte de son administration.

³La loi peut confier certaines tâches de l'Etat à des corporations ou établissements autonomes de droit public.

Art. 41 ¹⁶

Le Grand Conseil a notamment les attributions suivantes:

- 1° il arrête le budget et approuve les comptes, qui sont rendus publics;
- 2° il participe à la planification dans la mesure fixée par la loi;
- 3° il décide les dépenses et autorise les concessions, les transactions immobilières, les emprunts et l'octroi des cautionnements et autres garanties analogues, sauf exceptions prévues par la Constitution ou par la loi;
- 4° il fixe le traitement des magistrats, fonctionnaires et employés de l'Etat, sauf exceptions prévues par la loi;
- 5° il exerce le droit de grâce.

Art. 42 ¹⁶

¹Le Grand Conseil édicte les règles de droit sous la forme de loi, qui est, en principe, mise en vigueur pour une durée illimitée. Il peut toutefois prévoir que la loi est mise en vigueur pour un temps limité.

²Il édicte, sous forme de loi d'application, les dispositions absolument nécessaires pour assurer l'exécution du droit de rang supérieur.

³Il peut toutefois prendre des dispositions urgentes par la voie du décret, pour un temps limité, lorsque les circonstances l'exigent (art. 32 al. 2).

⁴Le Grand Conseil traite toutes les autres affaires sous forme de décision.

B. Organisation

Art. 43 ¹⁶

¹La loi fixe les grandes lignes de l'organisation du Grand Conseil ainsi que de ses rapports avec le Conseil d'Etat et les autorités judiciaires. Pour le surplus, le Grand Conseil s'organise lui-même.

²Elle règle la participation des membres du Conseil d'Etat aux séances de l'assemblée et des commissions parlementaires.

Art. 44 ¹⁶

¹Le Grand Conseil s'assemble de plein droit:

- 1° en session constitutive le quatrième lundi qui suit son renouvellement intégral;
- 2° en sessions ordinaires, quatre fois par an.

²Le Grand Conseil s'assemble en sessions extraordinaires:

- 1° Lorsqu'il le décide spécialement;
- 2° sur l'invitation du Conseil d'Etat;
- 3° quand vingt députés le demandent en indiquant les objets à traiter.

Art. 45 ⑩

Le Grand Conseil élit pour un an un président, deux vice-présidents et pour quatre ans quatre scrutateurs et deux secrétaires, l'un de langue française, l'autre de langue allemande.

Art. 46 ⑩

¹Le Grand Conseil désigne des commissions, permanentes ou non, qui préparent ses délibérations. Cette compétence peut être déléguée au bureau.

²Les députés peuvent former des groupes politiques, qui doivent avoir au moins cinq membres.

³En principe, les groupes politiques doivent être représentés de manière équitable dans les commissions.

Art. 47 ⑩

¹Le Grand Conseil ne peut délibérer que si la majorité absolue de ses membres sont présents.

²Il prend ses décisions à la majorité absolue.

Art. 48 ⑩

¹Les séances du Grand Conseil sont publiques.

²Il peut toutefois décider le huis clos lorsque les circonstances l'exigent.

Art. 49 ⑩

¹Les projets de loi font l'objet de deux lectures, dans des sessions différentes.

²Les décrets font l'objet de deux débats, en principe au cours de la même session.

³Les décisions font l'objet d'un seul débat.

⁴Le Grand Conseil peut, dans tous les cas, décider une lecture supplémentaire. La loi peut l'exiger pour les affaires importantes.

C. Droit des députés

Art. 50 ⑩

¹Les députés remplissent librement leur mandat.

²Ils ne peuvent être poursuivis pénalement sans autorisation de l'assemblée pour les propos qu'ils tiennent devant elle ou en commission.

³Sauf en cas de flagrant délit, ils ne peuvent être arrêtés pendant les sessions sans autorisation de l'assemblée.

Art. 51 ⑩

¹Les droits d'initiative, de motion, de postulat, d'interpellation, de résolution et de question écrite appartiennent à chaque membre du Grand Conseil.

²La loi définit ces droits et en règle l'exercice.

Chapitre II: Pouvoir exécutif

A. Election

Art. 52 ③

¹Le pouvoir exécutif et administratif est confié à un Conseil d'Etat composé de cinq membres.

²Un d'entre eux est choisi parmi les électeurs des districts actuels de Conches, Brigue, Viège, Rarogne et Loèche; un parmi les électeurs des

districts de Sierre, Sion, Hérens et Conthey et un parmi les électeurs des districts de Martigny, Entremont, Saint-Maurice et Monthey.

¹Les deux autres sont choisis sur l'ensemble de tous les électeurs du canton. Toutefois, il ne pourra y avoir plus d'un conseiller d'Etat nommé parmi les électeurs d'un même district.

²Les membres du Conseil d'Etat sont élus directement par le peuple, le même jour que les députés au Grand Conseil, pour entrer en fonctions le 1^{er} mai suivant. Leur élection a lieu avec le système majoritaire. Le Conseil d'Etat se constitue lui-même chaque année; le président sortant de charge n'est pas immédiatement rééligible.

³Il est pourvu à toute vacance au Conseil d'Etat dans les soixante jours, à moins que le renouvellement intégral n'intervienne dans les quatre mois.

⁴La nomination des membres du Conseil d'Etat a lieu par un même scrutin de liste. Si les nominations ne sont pas terminées au jour fixé pour les élections, elles seront reprises le dimanche suivant. Dans ce cas, le résultat de la première opération et l'avis de la reprise des opérations seront publiés immédiatement.

⁵Si tous les membres à élire ne réunissent pas la majorité au premier tour de scrutin, il est procédé à un second tour. Sont élus au second tour, ceux qui ont réuni le plus grand nombre de voix, alors même qu'ils n'auraient pas obtenu la majorité absolue.

⁶Si le nombre des citoyens qui ont obtenu la majorité absolue dépasse celui des citoyens à élire, ceux qui ont obtenu le plus grand nombre de voix sont nommés.

⁷Au cas où deux ou plusieurs citoyens du même district auraient obtenu la majorité absolue, celui qui aura obtenu le plus grand nombre de voix sera seul nommé.

⁸En cas d'égalité de suffrages, le sort décide.

B. Organisation et attributions

Art. 53 ⁽¹⁶⁾

¹Le Conseil d'Etat exerce le pouvoir exécutif et administratif et jouit de toute compétence qui lui est attribuée par la Constitution ou par la loi.

²Il agit en collège.

³Les affaires importantes restent toujours de sa compétence.

⁴Il répartit les affaires entre les départements, dont le nombre et les attributions sont fixés par une ordonnance approuvée par le Grand Conseil.

⁵Pour le surplus, le Conseil d'Etat s'organise lui-même.

Art. 54 ⁽¹⁶⁾

Dans ses relations avec le Grand Conseil, le Conseil d'Etat a notamment les attributions suivantes:

- 1° il présente les projets de dispositions constitutionnelles, de lois, de décrets ou de décisions;
- 2° il fait rapport sur les initiatives populaires, sur les initiatives, motions, postulats et résolutions des députés, et répond à leurs interpellations et questions;
- 3° il soumet au Grand Conseil le projet de budget, les comptes de l'Etat et le rapport de gestion;
- 4° il peut faire des propositions au Grand Conseil;
- 5° il soumet au Grand Conseil les projets de traités, conventions et concordats qui renferment des règles de droit ou engendrent des dépenses relevant de sa compétence.

Art. 55 [®]

Le Conseil d'Etat exerce notamment les compétences administratives suivantes:

- 1° il nomme le personnel de l'Etat, sauf exceptions prévues par la loi;
- 2° il surveille les autorités inférieures ainsi que les corporations et établissements de droit public;
- 3° il représente l'Etat, conclut les traités, concordats et conventions de droit public, et répond aux consultations requises du canton;
- 4° il dirige l'administration, planifie et coordonne ses activités.

Art. 56 [®]

¹Le Conseil d'Etat assure l'ordre public et dispose à cette fin des forces policières et militaires du canton.

²Il exerce les pouvoirs extraordinaires en cas de danger grave et imminent, en avisant immédiatement le Grand Conseil des mesures qu'il prend.

Art. 57 [®]

¹Le Conseil d'Etat édicte sous forme de règlement les dispositions nécessaires à l'application des lois et décrets cantonaux.

²La loi peut déléguer au Conseil d'Etat la compétence d'édicter des ordonnances en fixant leur but et les principes qui régissent leur contenu. La délégation doit toucher un domaine déterminé. Les ordonnances peuvent être subordonnées à l'approbation du Grand Conseil.

³Le Conseil d'Etat traite les autres affaires sous forme d'arrêté ou de décision.

Art. 58 [®]

¹Le Conseil d'Etat promulgue les règles de droit, les met en vigueur, à moins que le Grand Conseil ne le décide lui-même et pourvoit à leur application.

²Il met en vigueur les dispositions constitutionnelles directement applicables immédiatement après leur approbation par l'Assemblée fédérale.

Art. 59 [®]

¹Le Gouvernement a, dans chaque district, un représentant sous le nom de préfet et un sous-préfet.

²Les attributions du préfet sont déterminées par la loi.

Chapitre III: Pouvoir judiciaire

Art. 60

¹Le pouvoir judiciaire est indépendant.

²Aucun employé de l'Etat, révocable par le gouvernement, ne peut remplir les fonctions de juge au Tribunal cantonal ou de juge d'un tribunal d'arrondissement.

³Cette disposition n'est pas applicable aux suppléants.

Art. 61

Le Tribunal cantonal présente annuellement au Grand Conseil, par l'intermédiaire du Conseil d'Etat, un rapport sur toutes les parties de l'administration judiciaire.

Art. 62

¹Il y a par commune ou par cercle un juge et un juge substitut; par arrondissement, un tribunal au civil, au correctionnel et au criminel; et pour le canton, un Tribunal cantonal.

²Les membres du Tribunal cantonal doivent connaître les deux langues nationales.

Art. 63

¹Le nombre des arrondissements, la composition et la compétence des tribunaux, la nomination et le mode de rétribution des juges, ainsi que l'incompatibilité entre les fonctions judiciaires et d'autres fonctions sont déterminées par la loi.

²Il ne peut y avoir plus de quatre tribunaux d'arrondissement.

³Les juges de cercle ou de communes et leurs substituts sont nommés par les électeurs du cercle ou de la commune.

⁴Pour la formation des cercles, on tient compte de la population des communes et de leur situation topographique.

⁵Le vote a lieu dans chaque commune.

Art. 64

Il peut être institué, par voie législative, un tribunal de commerce et un ou plusieurs tribunaux de prud'hommes.

Art. 65

¹Il y a un tribunal du contentieux de l'administration et une cour chargée de statuer sur les conflits de compétence entre le pouvoir administratif et le pouvoir judiciaire.

²Cette cour et ce tribunal sont organisés par des lois spéciales.

Titre VI: Régime de district et de commune

Chapitre premier: Conseil de district

Art. 66

¹Il y a dans chaque district un conseil de district nommé pour quatre ans.

²Le conseil de la commune nomme ses délégués au conseil de district, à raison d'un délégué sur 300 âmes de population.

³La fraction de 151 compte pour l'entier.

⁴Chaque commune a un délégué, quelle que soit sa population.

⁵Le conseil de district est présidé par le préfet du district ou son substitut.

Art. 67

¹Le conseil règle les comptes du district et répartit entre les communes sous réserve de recours au Conseil d'Etat, les charges que le district est appelé à supporter.

²Il prend annuellement connaissance du compte rendu de l'administration financière de l'Etat.

³Il représente le district et veille spécialement à son développement économique et à l'écoulement de ses produits agricoles.

Art. 68

La loi détermine l'organisation et les autres attributions de ce conseil.

Chapitre II: Régime communal ⑩

A. Dispositions générales

Art. 69 ⑩

Les communes sont autonomes dans le cadre de la constitution et des lois. Elles sont compétentes pour accomplir les tâches locales et celles qu'elles peuvent assumer seules ou en s'associant avec d'autres communes.

Art. 70 ⑩

¹ Les communes jouissent de leur autonomie en respectant le bien commun et l'intérêt des autres collectivités publiques.

² Elle accomplissent leurs tâches propres et celles que leur attribue la loi.

³ Elles utilisent judicieusement et administrent avec soin le patrimoine communal.

Art. 71 ⑩

¹ Les communes peuvent s'associer pour réaliser en commun certaines tâches d'utilité publique et constituer à cet effet des associations de droit public dotées de la personnalité juridique ou collaborer de toute autre manière. La loi fixe les principes de la collaboration, de la création et du fonctionnement des associations de communes.

² Sous certaines conditions précisées par la loi, le Conseil d'Etat peut contraindre des communes à collaborer ou à s'associer.

Art. 72 ⑩

¹ Il y a dans chaque commune:

1° une assemblée des citoyens habiles à voter dans la commune;

2° un conseil communal élu par l'assemblée des citoyens.

² L'assemblée des citoyens choisit un président et un vice-président parmi les conseillers.

³ Pour le surplus, la loi fixe les principes de l'organisation des communes.

Art. 73 ⑩

¹ Dans les communes de plus de 700 habitants, l'assemblée des citoyens peut élire un conseil général. La loi détermine l'organisation et les compétences.

² Les citoyens ont un droit de référendum facultatif contre les décisions prises par le conseil général à la place de l'assemblée communale. La loi règle l'exercice de ce droit.

³ Ces dispositions ne sont pas applicables à la commune bourgeoisiale.

Art. 74 ⑩

¹ Les communes ont la faculté d'introduire le droit d'initiative. Dans les communes connaissant ce droit, les citoyens peuvent adresser au conseil communal des initiatives conçues en termes généraux, portant sur l'adoption ou la modification de règlements qui sont de la compétence de l'assemblée communale.

² La loi règle les modalités d'introduction et d'exercice de ce droit.

Art. 75 ⑩

¹ Les communes sont soumises à la surveillance du Conseil d'Etat dans les limites de l'article 69. La loi détermine la nature de cette surveillance, notamment en matière de gestion. Dans la mesure où la constitution et les lois ne prévoient pas expressément le contraire, le pouvoir d'examen du Conseil d'Etat se restreint à la légalité.

² Les règlements élaborés par les communes doivent être homologués par le Conseil d'Etat.

³ Il en est de même pour les projets importants de vente, d'échange, de bail, de partage d'immeubles, d'aliénation de capitaux, d'emprunt, de cautionnement, d'octroi et de transfert de concessions de forces hydrauliques.

⁴ La loi fixe les modalités de l'homologation.

Art. 76 ⑩ ⑮

Sont considérées comme communes:

- 1° les communes municipales;
- 2° les communes bourgeoises.
- 3° Abrogé.

B. Communes municipales

Art. 77 ⑩

¹La commune municipale est composée des personnes habitant le territoire communal.

²Sous réserve de l'article 26, le territoire des communes municipales est garanti.

Art. 78 ⑩

¹L'assemblée primaire est composée des citoyens habiles à voter dans la commune.

²Elle élit un conseil municipal de trois à quinze membres, le président ainsi que le vice-président et, le cas échéant, le conseil général.

³Dans les communes sans conseil général, l'assemblée primaire décide notamment:

- 1° des objets soumis à l'homologation du Conseil d'Etat, selon l'article 75;
- 2° des dépenses nouvelles de caractère non obligatoire, dont le montant sera fixé par la loi et qui ne doivent pas être couvertes par l'emprunt;
- 3° des comptes.

⁴Dans les autres communes, le conseil général remplace l'assemblée primaire dont il a au moins les mêmes compétences, sauf en matière électorale.

⁵Dans les deux cas la loi fixe les autres compétences et règle l'exercice de ces droits.

Art. 79 ⑩

¹Le conseil municipal a les attributions suivantes:

- 1° il pourvoit à l'administration communale;
- 2° il élabore et applique les règlements communaux;
- 3° il fait exécuter la législation cantonale;
- 4° il nomme les employés;
- 5° il fixe le budget, sous réserve de l'article 78, alinéa 2;
- 6° il établit les comptes.

²Dans les communes sans conseil bourgeois, le conseil municipal en remplit les fonctions.

C. Communes bourgeoises

Art. 80 ⑩

La commune bourgeoise est une collectivité de droit public chargée de réaliser des tâches d'intérêt public fixées par la loi.

Art. 81 ⑩

¹L'assemblée bourgeoise est composée des bourgeois domiciliés sur le territoire bourgeois. La loi peut étendre l'exercice de certains droits aux bourgeois domiciliés dans le canton.

²L'assemblée bourgeoise a, sur le plan bourgeois, les mêmes compétences que l'assemblée primaire. Elle décide en outre de la réception des nouveaux bourgeois.

Art. 82 ¹¹

¹L'assemblée bourgeoïsiiale a le droit de demander la formation d'un conseil bourgeoïsiial séparé. Cette demande doit être présentée à la fin d'une période administrative, selon les prescriptions de la loi.

²Le conseil bourgeoïsiial se compose de trois membres au moins et de neuf au plus.

D. Communes ecclésiastiques

Art. 83 ¹⁵

Abrogé.

**Titre VII: Mode d'élection,
conditions d'éligibilité, durée des fonctions publiques**

Art. 84 ⁶ ¹³

¹Le Grand Conseil se compose de 130 députés et d'autant de suppléants répartis entre les districts et élus directement par le peuple.

²Le district de Rarogne, composé de deux demi-districts disposant chacun de ses propres organes et compétences, forme deux arrondissements électoraux.

³Le mode de répartition des sièges entre les districts et demi-districts est le suivant:

Le chiffre total de la population suisse de résidence est divisé par 130. Le quotient ainsi obtenu est élevé au nombre entier immédiatement supérieur et celui-ci constitue le quotient électoral. Chaque district ou demi-district obtient autant de députés et de suppléants que le chiffre de sa population suisse de résidence contient de fois le quotient électoral. Si après cette répartition tous les sièges ne sont pas encore attribués, les sièges restants sont dévolus aux districts et aux demi-districts qui accusent les plus forts restes.

⁴Le Conseil d'Etat fixe après chaque recensement de la population le nombre de sièges attribués à chaque district et demi-district.

⁵La votation du peuple a lieu dans les communes.

⁶L'élection se fait par district et demi-district, d'après le système de la représentation proportionnelle. Le mode d'application de ce principe est déterminé par la loi.

Art. 85

¹Le Grand Conseil, le Conseil d'Etat, les fonctionnaires de l'ordre judiciaire, les conseils communaux et les conseils bourgeoïsiiaux sont nommés pour une période de quatre ans.

²Le président et le vice-président du Conseil d'Etat sont soumis à la réélection toutes les années. Le président n'est pas immédiatement rééligible.

Art. 85 bis ³

¹Les députés au Conseil des Etats sont nommés directement par le peuple lors des élections pour le renouvellement ordinaire du Conseil national. Ces élections se font avec le système majoritaire dans tout le canton formant un seul arrondissement électoral ⁴.

²La nomination des députés au Conseil des Etats a lieu par un même scrutin de liste. Si les nominations ne sont pas terminées au jour fixé pour les élections, elles seront reprises le dimanche suivant. Dans ce cas, le résultat de la première opération et l'avis de reprise des opérations seront publiés immédiatement.

³Si tous les députés ne réussissent pas la majorité absolue au premier tour de scrutin, il est procédé à un second tour. Sont élus au second tour ceux

qui ont réuni le plus grand nombre de voix, alors même qu'ils n'auraient pas obtenu la majorité absolue.

¹Si le nombre des citoyens qui ont obtenu la majorité absolue dépasse celui des citoyens à élire, ceux qui ont obtenu le plus grand nombre de voix sont nommés.

²En cas d'égalité de suffrage, le sort décide.

Art. 86

¹La nomination des membres et des suppléants du Grand Conseil a lieu le premier dimanche de mars, pour chaque renouvellement de législature.

²Le Grand Conseil nouvellement élu entre en fonctions à l'ouverture de la session constitutive.

Art. 87 ⑥

¹Les élections municipales et bourgeoises ont lieu tous les quatre ans, le premier dimanche de décembre. Dans la règle, le principe applicable est celui de la représentation proportionnelle. Toutefois, si le vote majoritaire est demandé par le cinquième au moins des électeurs, l'assemblée primaire ou bourgeoise décide, à la majorité des quatre cinquièmes si elle veut accepter ce mode de vote.

²Le système majoritaire, une fois acquis, est maintenu jusqu'à ce que le cinquième au moins des électeurs demande l'adoption du vote proportionnel.

³Il sera considéré comme acquis au sens qui précède, dans les communes où il sera en vigueur au moment de l'entrée en force de la présente révision constitutionnelle.

⁴Le mode d'application de ce principe est déterminé par la loi. Les autorités communales et bourgeoises entrent en fonctions le premier jour de l'année qui suit leur élection.

⁵S'il y a recours, le Conseil d'Etat décide quelles sont les autorités qui doivent fonctionner.

Art. 88 ⑦ ⑧

¹Les citoyens et citoyennes exercent leurs droits politiques à l'âge de 18 ans révolus.

²Tout électeur et toute électrice est éligible aux fonctions publiques.

Art. 89 ⑩ ⑪

¹Nul ne peut être membre de plus d'un conseil communal.

²Le citoyen ne peut voter que dans une seule commune municipale et bourgeoise.

Art. 90¹ ⑫

¹Le mandat de député au Grand Conseil est incompatible avec les fonctions et les emplois dans les bureaux du Conseil d'Etat.

²Cette incompatibilité est aussi applicable aux receveurs des districts et aux proposés aux poursuites pour dettes et aux faillites.

Art. 90a¹

Ne peuvent siéger en même temps au Grand Conseil: le préfet et son substitut, le juge instructeur et son suppléant, le conservateur des hypothèques et son substitut, l'employé à l'enregistrement et son substitut, l'officier de l'état civil et son substitut.

Art. 90b¹

¹Il y a incompatibilité entre les fonctions de conseiller d'Etat et l'exercice du mandat de député au Grand Conseil.

¹Numérotation à titre transitoire selon décision du Grand Conseil du 23 juin 1994.

²Les conseillers d'Etat prennent part aux discussions du Grand Conseil avec voix consultative.

³Les fonctions de conseiller d'Etat sont incompatibles avec celles de membre d'un conseil d'administration d'une société poursuivant un but financier.

Art. 90c¹

¹Les membres du Conseil d'Etat ne peuvent remplir aucune autre fonction cantonale ou communale.

²L'exercice des professions libérales leur est pareillement interdit.

Art. 90d¹

Un seul membre du Conseil d'Etat peut siéger aux Chambres fédérales.

Art. 91 ⑦

¹Ne peuvent siéger en même temps au Conseil d'Etat:

1° des conjoints;

2° des parents et alliés en ligne directe au premier degré;

3° des parents en ligne collatérale jusqu'au troisième degré inclusivement;

4° des alliés en ligne collatérale au deuxième degré.

²Ces incompatibilités sont aussi applicables aux conseils communaux et bourgeoisiaux, ainsi qu'aux tribunaux et aux greffiers.

³Des conjoints et des parents ou alliés en ligne directe au premier degré ne peuvent siéger simultanément au conseil général.

Art. 92

Les cas d'exclusion du droit de vote et du droit d'éligibilité sont déterminés par la législation fédérale et cantonale.

Art. 93

Le préfet ne peut remplir des fonctions de l'ordre judiciaire.

Art. 94

La même personne ne peut cumuler deux fonctions de l'ordre judiciaire ou de l'ordre administratif dont l'une serait subordonnée à l'autre.

Art. 95

Nul ne peut être en même temps président et juge de la même commune.

Art. 96

Nul ne peut faire partie du conseil municipal et du conseil bourgeoisial de la même commune.

Art. 97

Les avocats patentés ne peuvent faire partie des tribunaux, ni plaider devant un tribunal dont ils tiennent le greffe.

Art. 98

La loi détermine les autres cas d'incompatibilité et peut interdire le cumul de certaines fonctions.

Art. 99

Les incompatibilités établies dans la présente constitution ne sont pas applicables aux substituts ou suppléants des fonctionnaires qu'elles concernent.

¹Numérotation à titre transitoire selon décision du Grand Conseil du 23 juin 1994.

Titre VIII: Révision de la Constitution

Art. 100 ⑩

¹Six mille citoyens actifs peuvent demander la révision totale ou partielle de la Constitution.

²Toute initiative populaire doit être soumise au vote du peuple dans les trois ans qui suivent son dépôt. Ce délai peut être prolongé d'un an au plus par une décision du Grand Conseil.

³Le Grand Conseil constate la nullité de l'initiative qui:

- 1° est contraire au droit fédéral;
- 2° vise plus d'une matière;
- 3° ne respecte pas l'unité de la forme;
- 4° n'entre pas dans le domaine de la Constitution;
- 5° est irréalisable.

Art. 101 ⑩

¹L'initiative conçue en termes généraux est soumise au vote du peuple, avec un préavis du Grand Conseil.

²Si le peuple la rejette, elle est classée.

³Si le peuple l'accepte, le Grand Conseil est tenu d'y donner suite sans retard.

⁴En rédigeant les règles demandées par l'initiative non formulée, le Grand Conseil respecte les intentions de ses auteurs.

⁵Le peuple décide en même temps si, en cas de vote affirmatif, la révision totale doit être faite par le Grand Conseil ou par une constituante.

Art. 102 ⑩

¹La révision partielle de la Constitution peut être demandée sous la forme d'un projet rédigé de toutes pièces.

²Le Grand Conseil peut recommander le rejet ou l'acceptation ou également lui opposer un contre-projet.

³Lorsqu'il élabore un contre-projet, il en délibère en deux sessions ordinaires. Le Grand Conseil peut décider une lecture supplémentaire.

⁴Lorsque le Grand Conseil adopte un contre-projet, les citoyens sont invités à répondre, sur le même bulletin de vote, aux trois questions suivantes:

- a) Acceptez-vous l'initiative populaire?
- b) Acceptez-vous le contre-projet?
- c) Au cas où les deux textes obtiennent la majorité absolue des votants, est-ce l'initiative ou le contre-projet qui doit entrer en vigueur?

Art. 103

¹Si, par suite du vote populaire, la révision doit se faire par le Grand Conseil, elle est discutée en deux sessions ordinaires.

²Si elle se fait par une constituante, elle est discutée en deux débats.

³Les élections à la constituante se font sur la même base que les élections au Grand Conseil. Aucune des incompatibilités prévues par ces dernières ne leur est applicable.

Art. 104 ⑩

¹Le Grand Conseil peut aussi, de sa propre initiative, réviser la Constitution.

²Les révisions font d'abord l'objet d'un débat sur l'opportunité, puis de deux débats sur le texte, dans des sessions ordinaires.

¹Dans tous les cas, le Grand Conseil peut décider une lecture supplémentaire. Il peut également demander au peuple de se prononcer sur des variantes.

Art. 105

Le constitution révisée par le Grand Conseil ou par une constituante est soumise à la votation du peuple.

Art. 106

La majorité absolue des citoyens ayant pris part au vote décide dans les votations ordonnées en exécution des articles 102 et 105.

Art. 107

¹Toute demande de révision émanant de l'initiative populaire doit être adressée au Grand Conseil.

²Les signatures qui appuient la demande sont données par commune et la capacité électorale des signataires doit être attestée par le président de la commune. Celle-ci doit également s'assurer de l'authenticité des signatures qui lui paraîtraient suspectes.

Titre IX: Dispositions transitoires

Art. 108 ¹⁶

¹Les actes adoptés par le Grand Conseil avant la date de la mise en vigueur des nouvelles dispositions constitutionnelles sont soumis au référendum obligatoire, conformément à l'ancien article 30 de la Constitution cantonale.

²Les initiatives populaires déposées à la Chancellerie avant cette date sont soumises aux anciens articles 31 à 35 ou aux anciens articles 101 à 107 de la Constitution cantonale.

³Le Grand Conseil est habilité à modifier l'ordre et la numérotation des anciens articles 49, 50, 55, 56 et 57 de la Constitution si le nouvel article 90 régissant les incompatibilités n'est pas agréé par le peuple.

Art. 109 ¹⁶

Les anciens articles 49, 50, 55, 56, 57, 60 alinéas 2 et 3, 89 alinéa 1, 91, 93 à 99 demeurent en vigueur jusqu'à l'adoption de la loi prévue par le nouvel article 90 alinéa 1. Toutefois, jusqu'à cette date, le Grand Conseil est habilité à modifier l'ordre et la numérotation de ces articles dans la mesure utile.

Le premier vice-président du Grand Conseil: **Moritz von Werra**
Les secrétaires: **Ig. Mengis, Cyr. Joris**

Index des matières

Les chiffres renvoient aux articles, alinéas, chiffres ou lettres de la Constitution

Administration

- cantonale 53¹, 55
- égalité de traitement entre les deux langues 12
- examen de la gestion 40¹
- attribution du Conseil d'Etat 55
- tribunal du contentieux 65
- de la justice 60 à 64
- conflit de compétence entre le pouvoir administratif et le pouvoir judiciaire 65

Age

- comme condition d'éligibilité 88

Arrestation

- généralités 4
- des membres du Grand Conseil 50

Arrêté 57³

Assurances 16

Bien-fonds

- indemnités 6
- redevances 7
- acquisition, vente, échange 41³, 75³

Bourgeois

- définition 28
- réception de nouveaux bourgeois 81²
- avoirs bourgeoisiaux 81¹
- conseil bourgeoisial 79, 82
- assemblée bourgeoisiale 81

Budget

- de l'Etat 41¹, 54³
- des communes 79³, 78³

Chef-lieu du canton 27

Citoyen

- exercice de la souveraineté 1²
- citoyens du canton 28, 29
- droit de vote, éligibilité 88
- liberté d'établissement 10

Commerce et industrie

- liberté 10
- enseignement professionnel 15²
- subvention 15¹

Communes

- généralités 69 à 82
- divisions des districts 26
- juge de commune 62¹, 63

- nomination du conseil de district 66
- autorités communales 72
- impôts communaux 24

Comptes, rapports

- du Conseil d'Etat
 - établissement 54³
 - examen 41¹
- du Tribunal cantonal 61
- des communes 78³

Concessions

- en général 41³
- forces hydrauliques 75³

Concordats 31¹, 54³, 55³

Confédération

- exercice des droits constitutionnels réservés au canton 38³
- limitation du nombre de conseillers d'Etat siégeant aux Chambres fédérales 90 d

Conseil d'Etat

- généralités 53 à 59
- élections 52
- siège 27¹
- convocation du Grand Conseil 44²
- durée du mandat 85
- examen de sa gestion 40
- élaboration des lois 54²
- incompatibilités 90 b, 90 c, 91
- nomination du président 85²

Conseil des Etats

- nomination des conseillers, durée de la législature 85 *bis*

Conseil général 73, 78⁴

Constitution

- acceptation du peuple 30¹, 105
- révision de la Constitution 100 à 107
- assemblée constituante 101¹, 103

Contre-projet 34^{3,4}

Décision

- du Grand Conseil 42¹, 31³
- du Conseil d'Etat 57³

Décret

- contenu 42³
- forme 49²
- entrée en vigueur 32²

Départements

- du Conseil d'Etat 53⁴

Dépenses

- couverture des dépenses 23
- extraordinaires 31¹ ch. 3
- référendum financier 31^{1,3}
- conséquentes à une initiative populaire 33⁴
- compétence du Grand Conseil 41³, 54⁵

Député

- droits 50, 51
- nomination 84, 86
- suppléant 84

Dettes publiques 25

Districts

- partage du canton 26
- conseils de districts 66 à 68
- hôpitaux de districts 19
- juges de districts 62
- circonscriptions électorales 84

Domicile

- visite domiciliaire 6

Droits

- politiques
 - de vote 88, 89
 - privation 92
 - éligibilité 88
 - référendum 31, 73²
 - initiative 33, 74, 100
- constitutionnels
 - liberté de conscience 2
 - égalité devant la loi 3
 - liberté individuelle 4
 - droit au juge naturel 5
 - garantie de la propriété 6
 - liberté d'opinion, de presse 8
 - droit de pétition 9
 - liberté d'établissement du commerce et de l'industrie, d'association et de réunion 10

Egalité devant la loi 3

Elections, nominations

- par le peuple
 - Grand Conseil 84
 - Conseil d'Etat 52
 - Conseil des Etats 85 *bis*
 - Conseil de district 66
 - conseil communal, conseil général 78², 73
 - assemblée constituante 103
- par le Grand Conseil
 - président du Grand Conseil 45

- Tribunal cantonal 39²
- par le Conseil d'Etat
 - fonctionnaires, employés 55¹
 - préfets 59

Eligibilité

- généralités 88
- inéligibilité
 - parenté 91
- Grand Conseil 90 a

Emprunts

- Grand Conseil 41³
- communes 78⁴, 75²

Encouragement de l'Etat

- à l'économie 15¹
- à l'enseignement 15²
- à l'agriculture et à la sylviculture 15³

Etablissement

- écoles 18, 19, 27
- prestations de la commune 27
- liberté d'établissement 10¹

Exécution

- pouvoir exécutif 53
- des lois, décrets, arrêtés 58

Fonctionnaires, employés

- responsabilité 21
- destitution, révocation 22
- nomination 55¹
- traitement 41⁴

Fonction publique

- éligibilité 88
- durée de la période 85¹

Grâce 44³

Grand Conseil

- généralités 37 à 51
- siège 27
- attributions 38 à 41
- obligations découlant de l'initiative 33 à 35
- convocation 44
- élection 84, 86
- forme des actes 42, 49
- entrée en fonctions 86
- organisation 43 à 48
- quorum 47
- référendum de la majorité 31³

Homologation 75^{2,3}

Immunité

- membres du Grand Conseil 50

Impôts

- dépenses de l'Etat 23
- légalité 24

Incompatibilités

- généralités 90 à 98
- avocat 97
- Grand Conseil et Conseil d'Etat 90, 90 b
- Conseil d'Etat et autres fonctions 90 c
- employé de l'Etat et juge 60²
- préfet et ordre judiciaire 93
- président de commune et juge de commune 95
- conseil municipal, conseil bourgeoisial 96
- parenté dans un même pouvoir 91

Indemnisation

- arrestation illégale 4³
- atteintes à la propriété 6

Information 30²

Initiative

- délai 33^{1,2}
- nullité 33³
- du peuple
 - révision de la Cst 100 à 107
 - législative ou autre 33 à 35
 - communale 74
- du Grand Conseil
 - révision de la Cst 104
 - législative 51
- du Conseil d'Etat
 - législative ou autre 54¹

Institutions de bienfaisance 17²

Instruction publique

- généralités 13
- enseignement professionnel 15

Juge

- généralités cf. tribunaux
- droit au juge naturel 5

Langues

- égalité entre le français et l'allemand 12
- secrétaires au Grand Conseil 45
- Tribunal cantonal 62²

Législature 85

Libertés cf. droits constitutionnels

Lois

- initiative législative 33 à 35, 51
- contenu 42¹
- délibération 49^{1,4}
- élaboration 54¹, 46
- référendum facultatif 31²
- promulgation 32², 58
- exécution 53
- d'application 30³, 42²

Majorité civique 88

Militaire

- disposition de la force armée 56
- obligations militaires 11

Naturalisation 28²

Ordonnance 53³, 57²

Parenté 91

Pétition 9

Peuple

- ensemble 1
- acceptation du peuple 30
 - référendum obligatoire 30¹
 - référendum facultatif 31¹
 - initiative populaire 33
 - constitution 30¹, 100
- élections cf. élections

Police 56

Pouvoirs, autorités

- pouvoirs constitutionnels
 - législatif 37 à 51
 - exécutif 52 à 59
 - judiciaire 60 à 65
- régime des districts 66 à 68
- régime communal et bourgeoisial 70 à 83
- responsabilité 21, 50, 54³

Préfet

- généralités 59
- incompatibilités 90a, 93

Presse 8

Privilèges 3¹

Propriété

garantie et expropriation 6

Prud'hommes tribunal 64

Publication

- en général 30²
- lois 31¹, 58

Publicité

- séances du Grand Conseil 48

Rapports Eglise-Etat 2^{2,4}

Rapports entre les conseils 43

Référendum

- communal 73²
- législatif ou autre
 - obligatoire 30¹
 - facultatif 31^{1,2,4}
- demande 31^{1,2}
- financier 31¹ ch.3
- résolutoire 32²

Régions constitutionnelles 52²

Règlement

- du Conseil d'Etat 57¹
- communal 75³, 78³

Religion 2

Représentation proportionnelle

- au Grand Conseil 84
- élections municipales et bourgeoises 87

République démocratique 1¹

Responsabilité

- autorités et fonctionnaires 21
- membres du Grand Conseil 50

Révision

- de la Constitution 100 à 107

Rivières

- diguement du Rhône 17²
- corrections des torrents 17²

Routes 17¹

Signatures

- authenticité 107²

Souveraineté

- du peuple et des autorités 1²

Surveillance

- par le Grand Conseil 40
- par le Conseil d'Etat

- autorités inférieures 55²

- communes et bourgeoises 75

- instruction publique 13

Traités 31¹, 38², 54⁵

Travail, protection 14

Tribunaux

- généralités 60 à 65

- Tribunal cantonal

- siège 27

- nomination 39²

- incompatibilités 60, 63, 91, 93 à 95, 97

- rapport annuel 61

- tribunaux de districts, de commune 62, 63

- tribunal de commerce 64

- tribunal du contentieux 65

- fonctionnaires, nomination 85

Unité de la forme ou de la matière

- initiative 33¹

Urgence 42¹

Votations cf. droits politiques

